LE VIREVOLTANT DANS LE DÉSERT

Changer la donne plutôt que donner le change face au gouvernement Arizona

—

Olivier Starquit

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Barricade 2025

Le virevoltant, ou *tumbleweed,* est cette herbe qui roule et qui fait partie des clichés qui gravitent autour du western. Si le gouvernement Arizona et sa vision de la société sont le nouveau western, par conséquent le rôle des citoyen·nes en son sein semble se réduire à être poussé par le vent comme le virevoltant.

Au-delà de l'analyse technique des nombreuses mesures envisagées dans cet accord aux contours encore flous, il est intéressant de prendre de la hauteur et d'essayer de voir quel projet de société il recèle. Cette analyse doit également permettre de voir quel contre-projet il conviendra de développer pour changer la donne et non donner le change. Car cet accord démontre et illustre en creux l'ampleur de la droitisation et de la normalisation des idées d'extrême droite. Il inscrit dans la durée des choix politiques qui fragilisent les droits, restreignent les libertés et normalisent des logiques d'exclusion et de surveillance. Ce sont les méthodes et les obsessions de l'extrême droite qui s'infusent dans les textes et qui s'installent dans les décisions.

Un cadre et des mots

Avant toute chose, il s'agit de ne pas se laisser prendre au piège des mots, dont le choix est loin d'être anodin : *efficacité budgétaire, rationalisation, modernisation, centres de rétention* plus *sobres, allocation* plus *efficace* des *ressources…* Derrière ce vernis technocratique, une orientation politique claire se dessine : moins de libertés, plus de surveillance, moins de droits pour certain·es, plus de pouvoir pour d'autres.

Le préambule de l'accord en dit long, tout en prétendant décrire la réalité et laisser les chiffres parler d'eux-mêmes. En fait, avec la longue énumération des « grands défis », De Wever impose un certain cadre. Une façon de voir notre pays. C'est à partir de là qu'a été rédigé l'ensemble de l'accord de coalition qui suit[1]. Le fait que la démocratie soit sous pression n'est pas un problème majeur, estime De Wever. La crise écologique ne figure pas non plus dans son énumération. La crise sociale, les chiffres de la pauvreté ou de la violence contre les femmes, ou encore la question du racisme n'ont pas non plus leur place au sein de la liste.

La manière dont l'accord de coalition est présenté dans les médias montre comment un discours conservateur de droite a progressivement émergé, discours qui a été adopté non seulement par les chrétien·nes et les sociaux-démocrates, mais aussi par les médias eux-mêmes. La liste des idées reçues est impressionnante : il y a un problème de réfugié·es, pas un problème d'accueil ; il est plus attrayant d'être pauvre que riche ; les individus sont des consommateur·ices (« pouvoir d'achat » ! « rémunération » !) et des producteur·ices (« travailler plus longtemps » ! « flexibilité » ! « productivité » !) ; ils poursuivent des intérêts individuels et non communs, il est donc préférable de les gérer de manière individuelle, non par le biais d'un intermédiaire ; les corps intermédiaires sont superflus, on peut réduire leurs pouvoirs ; quiconque défend le bien commun est au

1 Seppe De Meulder, « Het federale regeerakkoord doorgelicht », *De Wereld Morgen*, 05 février 2025. > www.dewereldmorgen.be/artikel/2025/02/05/het-federale-regeerakkoord-doorgelicht

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

mieux naïf, au pire hypocrite (voire un dangereux communiste d'extrême gauche… qui mange les enfants) ; l'effet de ruissellement est un axiome[2] ; celles et ceux qui ont touché le fond ne peuvent s'en prendre qu'à elles et eux-mêmes ; le marché libre est sacrosaint ; quelque chose a le droit d'exister uniquement si cela correspond au marché, reste dans ses clous et ne vient pas le contrecarrer ; le marché libre est toujours préférable à la régulation par l'État (et parallèlement l'État se mue en agent de contrôle des sujets au service de ce marché libre) ; la croissance économique signifie automatiquement la prospérité.

« Le fil conducteur est un jargon néolibéral élaboré depuis des décennies et qui atteint aujourd'hui pleine maturité. Celui qui pense différemment se place en dehors du consensus et ne doit pas s'attendre à des arguments, mais plutôt à des reproches[3]. » Il sera traité d'irresponsable, perçu comme aliéné ou stupide.

Des gagnant·es et des perdant·es

« Il n'y a que des gagnants et des perdants. Il est donc important d'appartenir à la première catégorie, même si cela se fait au détriment des réfugiés ou des personnes qui n'ont pas eu de chance dans la vie. Dans cette société compétitive, nous avons appris à ne respecter que les gagnants. Les perdants sont, eh bien, des perdants[4]. »

2 La « théorie du ruissellement » réfère à la croyance très ancrée à droite que la prospérité économique des plus aisé·es (au sommet de la hiérarchie sociale), renforcée par des politiques publiques qui leur sont favorables (baisse d'impôt, exonérations fiscales, etc.), amènerait nécessairement à la prospérité des plus démuni·es (en bas de la hiérarchie sociale), via l'emploi et la croissance notamment. > https://theothereconomy.com/fr/fiches/comprendre-la-theorie-du-ruissellement

3 Kris Peeters, « De ideologie van de regering — De Wever : leve de winnaars, de verliezers zijn een bende losers », *De Standaard*, 06 février 2025, ma traduction.

4 Seppe De Meulder, , *op. cit.*, ma traduction.

Outre le dénigrement infligé aux fonctionnaires, les personnes les plus appauvries du pays et les personnes exilées sont les deux catégories de population les plus violentées par cet accord de gouvernement. Et l'usage du qualificatif *violenté* n'est pas l'œuvre d'une hyperbole : pour la première fois depuis des années, un accord de gouvernement prévoit explicitement de plafonner et diminuer l'aide sociale apportée à celles et ceux pourtant déjà en situation de pauvreté ou de précarité. Concernant les personnes exilées, cela se traduit notamment par une augmentation du nombre de places en centres fermés ou le durcissement des conditions de regroupement familial. Et le fait que la ministre chargée de tous ces dossiers est la même personne, Anneleen Van Bossuyt de la N-VA, parti situé à l'extrême droite de cette coalition, est tout sauf rassurant. Donner à la N-VA la charge des CPAS alors que la pauvreté est bien plus importante à Bruxelles et en Wallonie qu'en Flandre n'augure rien de bon : celles et ceux dont les maigres moyens d'existence seront corsetés encore davantage, et leurs proches qui vivront ces difficultés renforcées ne sont pas ses électeur·ices.

L'accord de gouvernement fédéral doit être lu pour ce qu'il est : une proposition politique cohérente destinée à transformer la société pour les dix ans à venir.

L'Arizona s'acharne sur celles et ceux qui ne comptent pas : le·a chômeur·euse, l'étranger·e sans-papier. L'Arizona s'acharne sur celles et ceux qui sont considéré·es comme responsables du boulot qu'iels n'ont pas. Celles et ceux qui sont trop souvent malades. Les vieux et vieilles qui ne cotisent pas assez pour mériter de l'être. Ceux-là, celles-là, devront être activé·es, redressé·es, puis réinséré·es : le manque de ressources est le signe d'une faiblesse morale et l'Arizona est là pour purger les malades et les fainéant·es de leurs mauvaises habitudes.

« Ce gouvernement semble compter sur le fait que ceux qui ne sont pas eux-mêmes des migrants se soucient peu de leur situation. Mais la façon dont il traite les migrants – et par extension les plus vulnérables – en dit

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

long sur la façon dont il pourrait finir par nous traiter tous, lorsqu'il n'y aura plus personne pour nous défendre [5]. »

Quant aux autres, on essaie de leur dire qu'ils gagneront plus puisqu'ils travailleront plus. On s'abstiendra de leur dire que leur pension sera moins élevée, que leurs soins de santé seront moins remboursés, que le dernier bureau de poste ou leur arrêt de train va quand même fermer.

Malgré les déclarations médiatiques sur les « épaules les plus solides », ce sont surtout les salarié·es, les retraité·es, les malades, les demandeur·euses d'emploi et les plus vulnérables qui vont payer la facture.

Une petite fable sur les épaules les plus larges (parmi l'effort budgétaire requis, un tiers au maximum doit provenir de nouvelles recettes ; l'impôt sur les plus-values, dont on a beaucoup parlé, ne représente que 500 millions d'euros, soit à peine 2 % de l'effort total) permettra aussi de faire croire que tout le monde fournit des efforts. Et de toute façon, il n'y a pas d'alternative. Car cette majorité a réussi, avec l'aide de la plupart des partis de l'opposition, à faire croire cela : il n'y a pas le choix, ça passera comme ça passera. Le néolibéralisme induit le désenchantement de la politique par le seul recours à l'argument économique et son programme ne peut se réaliser qu'en étouffant l'espoir.

The Witch is back

Quarante-six ans après son accession au pouvoir en Grande-Bretagne, douze ans après son décès, Maggie Thatcher pose ses valises en Belgique.

Contrairement aux *punchlines* assénées sans finesse (« travailler plus pour gagner plus », les prétendus « 500 euros de différence entre l'allocataire social, la personne qui ne travaille pas, et la personne qui travaille »), « loin de garantir la répartition de la richesse, le néolibéralisme est la

5 *Ibidem*, ma traduction.

pompe hydraulique qui orchestre le transfert des pauvres vers les riches[6] ». C'est Robin des Bois à l'envers.

Rappelons que pour Margaret Thatcher « la société n'existe pas » et c'est le marché qui détermine qui mérite de réussir ou non ; tant pis pour les faibles, les incapables, les incompétent·es et les indésirables. Pas question de les subventionner, les gouvernements doivent « réduire les impôts, supprimer la régulation, privatiser les services publics, limiter les manifestations, diminuer le pouvoir des syndicats et éradiquer la négociation collective. Ils doivent amoindrir l'État et freiner l'action politique[7]. » Puisque la société n'existe pas, chaque individu est responsable de son sort et se mue peu à peu en un virevoltant dans le désert plutôt qu'un lierre luxuriant dans un jardin d'abondance.

Alors que l'on pressent que le budget repose sur du vent et que chaque contrôle budgétaire imposera un nouveau tour de vis, nourri par le carcan austéritaire européen, la déception, le ressentiment, la colère et le désenchantement ont de beaux jours devant eux et l'extrême droite ne se privera pas de cueillir leurs fruits.

Un contre-projet ou le chaos ?

Le grand défi pour les syndicats, la société civile et le vaste contre-courant de solidarité sera non seulement de s'opposer aux plans de ce gouvernement, mais aussi de montrer clairement qu'une autre politique, qui active les riches et leurs avoirs au sommet de la société et investit dans les principaux besoins sociaux, environnementaux et démocratiques, est possible.

Le cadrage esquissé ci-dessus indique clairement que la marge de manœuvre des partis se disant progressistes s'est considérablement réduite ces dernières années. Le débat politique est entièrement déterminé et dominé par un discours économique de droite qui a pris l'air d'un fait

6 Peter Hutchison et George Monbiot, *La Doctrine invisible,* éd. du Faubourg, 2025, p. 72.

7 *Ibidem,* p. 12.

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

scientifique objectif. Et depuis des années, la gauche, à force d'avoir sapé et abandonné ses valeurs et idées propres, n'est pas en mesure de formuler son propre projet dans un langage compréhensible : « Si l'Arizona nous apprend quelque chose, c'est que la gauche a désespérément besoin d'un nouveau récit. Il s'agit là d'une urgence supplémentaire qui va au-delà de l'urgence purement financière et économique [8] ». Les récits sont capables de créer de la signification, même dans un chaos apparent. « Sans un récit de restauration qui puisse nous montrer la voie à suivre, rien ne peut changer. Avec un tel récit, presque tout peut changer [9]. »

Ce récit de restauration doit réhabiliter la politique dans son sens le plus matériel, c'est-à-dire ce pour quoi il est important et opportun de se mouvoir, de se rencontrer et de créer un rapport de force pour définir l'intérêt général, mais il doit aussi réhabiliter l'espoir et l'utopie, s'appuyer et soutenir les îlots de résistance locaux (le « déjà-là communiste » propre à Bernard Friot), promouvoir le sentiment d'appartenance, l'altruisme, l'empathie, la volonté de communauté et arracher la cape d'invisibilité dont s'est doté le néolibéralisme.

Olivier Starquit

8 Seppe De Meulder, , *op.cit.*, ma traduction.

9 Peter Hutchison et George Monbiot, *op. cit.,* p. 218.

Pour nourrir la réflexion

Article

— Zoé Evrard et Damien Piron, « Décoder l'Arizona — L'accélération d'un néolibéralisme aux accents autoritaires », *Revue Politique,* 17 mars 2025.
> www.revuepolitique.be/decoder-larizona-lacceleration-dun-neoliberalisme-aux-accents-autoritaires

Podcast

— « Arizona — Un gouvernement de rupture pour la Belgique ? (1/4) », Les Clés, *La Première,* 03 février 2025.
> https://auvio.rtbf.be/media/les-cles-les-cles-3302307

 Analyse en Creative Commons CC-BY-ND

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Auteur
Olivier Starquit

Édition
Démis Pirard

Corrections
Murielle Gilbert
Didier Somzé
Manon Vadjaraganian

Pôle publications
Démis Pirard
Anouk Renaud

Maquette
Jérôme Becuwe

Comité éditorial
Yannick Bovy
Noëmie Cravatte
Démis Pirard
Anouk Renaud
Didier Somzé
Olivier Starquit

Analyses et études
Toutes nos analyses sont disponibles sur notre site www.barricade.be et gratuitement en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège *via* la librairie *Entre-Temps,* la librairie de *Barricade*.

À faire circuler – Creative Commons CC-BY-ND
Nous sommes toujours ravi·e·s lorsque nos textes et leurs idées voyagent loin au-delà des murs de *Barricade*.
Si vous souhaitez republier cette analyse (tout ou en partie), n'hésitez donc pas à nous contacter : *info@barricade.be*

Barricade asbl
Rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège
info@barricade.be • barricade.be
Numéro d'entreprise • 0457 984 015
RPM • Tribunal de l'entreprise de Liège
IBAN • BE 22 5230 8037 1447

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Wallonie

Éditeur responsable
Jérôme Becuwe

Version
1.00 – *Parution*